

*Tarif des douanes (n° 2)*

● (1540)

Qu'il s'agisse des chiffres publiés par Statistique Canada ou par le ministère de l'Industrie et du Commerce, peu importe; il est évident que notre excédent commercial net baisse depuis trois ans, bien que le total de notre commerce d'exportation ait augmenté. C'est un fait avéré que la valeur en dollars de nos importations a augmenté à un rythme plus rapide que celle de nos exportations.

Aussi, pour remédier à cette tendance, et il le faut si nous voulons prévenir un déficit commercial, nous devons stimuler les industries engagées dans l'exportation de produits canadiens et, ce qui est plus important encore, établir des industries ou fournir des stimulants à celles que nous avons déjà pour assurer au pays la plus grande quantité possible de produits que nous devons importer actuellement. Autrement dit, nous devrions faire en sorte d'encourager les industries qui pourraient approvisionner notre marché en produits canadiens au lieu de nous en remettre aux produits importés.

Au cours des vingt-cinq dernières années, le Canada a réduit sa protection tarifaire, surtout du côté des produits manufacturés, beaucoup plus que ne l'on fait les autres nations commerçantes et aujourd'hui nous avons moins de barrières tarifaires que n'importe lequel de nos grands partenaires commerciaux, qu'il s'agisse des États-Unis ou des pays du Marché commun. A la pensée des prochaines négociations commerciales avec les États-Unis, avec lesquels s'effectue environ 75 p. 100 de notre commerce, nous devons chercher à savoir exactement quelle sera notre force à la table de négociation, de quels instruments nous disposerons pour obtenir ces concessions commerciales des États-Unis et même des autres partenaires commerciaux, qui ont tous adopté dernièrement une attitude de plus en plus protectionniste.

Nos richesses naturelles, comme nos eaux et les produits de nos forêts, excitent l'envie de la plupart de nos partenaires, surtout des États-Unis, mais si elles représentent des gages à nos yeux à la table de négociation et nos seuls atouts, nous jouerons un jeu dangereux, dont la destinée de notre pays sera l'enjeu.

D'après le ministre des Finances (M. Turner) la suppression et la réduction unilatérale des tarifs que propose ce bill vise à faire baisser les prix à la consommation. Bien que cela soit peut-être possible dans certains cas, je ne suis pas convaincu que cela puisse s'appliquer à l'ensemble de la liste. Il ne fait pas de doute que ces réductions tarifaires permettront aux États-Unis d'accroître leurs exportations au Canada et il faut se poser la question de savoir combien il en coûtera aux fabricants et aux producteurs canadiens? Je pense que le ministre est sincère et, ce qui est plus important, qu'il a raison de déclarer que ces réductions tarifaires feront tomber les prix à la consommation. J'espère que l'objectif n'est pas d'essayer d'attendrir, de calmer ou de se montrer aimable envers les Américains car les braves gens réussissent rarement surtout quand l'enjeu est aussi élevé.

J'aimerais attirer l'attention des députés sur une industrie que les réductions tarifaires n'aideront certainement pas mais au contraire compromettront encore davantage. Les députés ont certainement entendu parler de la moitié sud du golden horseshoe de l'Ontario mais je doute que beaucoup connaissent l'importance de l'industrie arboricole, uvale et vinicole de la région de Niagara et des problèmes qui se posent actuellement à elle.

[M. Higson.]

Il y a quelques instants, alors que la Chambre siégeait en comité, j'y pénétrais pendant qu'un débat animé se déroulait sur le sort des producteurs de blé de l'Ouest. J'ai intensément écouté les deux côtés de la Chambre et, étant très peu averti des problèmes de production et de vente du blé, je ne pouvais décider qui avait raison mais si le gouvernement et les précédents gouvernements libéraux ont traité les producteurs de blé comme l'ont été les arboriculteurs je comprends parfaitement pourquoi ce parti a presque disparu de l'Ouest. Si on en juge d'après l'attitude du gouvernement les producteurs de fruits et légumes n'existent pas car il n'a jamais envisagé la moindre mesure destinée à les aider et qu'il semble penser qu'ils peuvent sombrer sans faire la plus petite vague.

L'industrie fruitière de Niagara se concentre dans une région de ma circonscription que délimite au nord la rive sud du lac Ontario, à l'ouest la grande ville industrielle de Hamilton, à l'est la rivière Niagara et au sud le talus de Niagara. Elle forme un élément fondamental du bien-être économique des villes de Grimsby, Lincoln, Pelham, St. Catharines et de l'agglomération historique de Niagara-sur-le-lac. Cette région d'environ 40,000 acres convient bien à la culture des cerises douces et acides, des pêches, des poires, des prunes et des raisins, en raison de diverses particularités physiques, notamment le sol et le climat, que l'on retrouve dans peu d'autres régions du pays ou même de toute l'Amérique du Nord.

Il y a dans ma circonscription environ 3,000 fructiculteurs qui versent un salaire estimé à \$7 millions à 5,000 travailleurs à plein temps et saisonniers. L'industrie du traitement des fruits tendres offre également du travail à 5,000 travailleurs saisonniers dont les salaires représentent environ \$6 millions par an. Étant donné le volume toujours croissant des fruits tendres vendus à titre privé sur les marchés établis le long des routes, ce qui est dû en grande partie à un sentiment d'insécurité dans l'industrie du traitement à cause de la concurrence étrangère injuste dans ce domaine, il devient difficile de déterminer exactement la valeur totale que représente pour les fructiculteurs tous les fruits produits, bien que la valeur des fruits tendres traités s'élève à environ \$7 millions et, pour le raisin, à environ \$12 millions.

Dans l'ensemble, l'industrie des fruits ainsi que les industries associées ou connexes représentent pour toutes les personnes concernées une industrie d'environ \$50 millions. En résumé, la région fruitière de Niagara se range parmi les premières régions de culture des fruits tendres du monde et produit 80 p. 100 de toutes les récoltes de fruits tendres du Canada ainsi que 90 p. 100 des vignes et du vin produits dans notre pays. Cependant, cette industrie connaît comme les autres des problèmes, dont le plus important est de rester viable sur le plan économique, face à l'augmentation du coût de la main-d'œuvre, des produits chimiques et des contenants, à la montée en flèche du prix des terrains par suite des pressions exercées par cinq ou six grandes villes qui entourent la ceinture fruitière, ainsi que la concurrence accrue des produits étrangers de même nature.

Ce qui importe le plus dans toute discussion relative à l'agriculture canadienne—et je veux parler plus précisément de l'industrie des fruits de Niagara—c'est d'être fermement résolu à protéger et à encourager cette industrie agricole dont les fruits et les légumes représentent une importante partie. Tout pays qui ne possède pas d'industrie agricole ou qui ne la protège pas est un pays où le prix des denrées alimentaires est si élevé qu'il n'a aucun rap-